

.....
SECRETARIAT GENERAL

.....
DIRECTION GENERALE DES
INFRASTRUCTURES DE
COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES
.....

ARRETE N°2019⁰⁰¹⁸/MDENP/SG/DGICE
portant attributions, organisation et
fonctionnement de la Direction générale des
Infrastructures de Communications Electroniques

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE
NUMERIQUE ET DES POSTES

- Vu la Constitution ;
- Vu le Décret n° 2019-0004/PRES du 21 janvier 2019 portant nomination du
Premier Ministre ;
- Vu le Décret n° 2019-0042/PRES/PM du 24 janvier 2019 portant composition du
Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 2019-0043/PRES du 24 janvier 2019 portant nomination du
Secrétaire général du Gouvernement et du Conseil des Ministres ;
- Vu le Décret n° n°2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant
attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret n°2016-0027/PRES/PM/SGG-CM du 23 février 2016 portant
organisation type des départements ministériels ;
- Vu le Décret n°2018-0777/PRES/PM/MDENP du 28 aout 2018 portant organisation
du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes ;
- Sur proposition du Directeur Général des Infrastructures de Communications
Electroniques. ;

ARRETE

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : En application des dispositions des articles 34 et 35 du Décret n°2018-0777/PRES/PM/MDENP du 28 aout 2018 portant organisation du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes, les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Direction générale des Infrastructures de Communications Electroniques sont régis par les dispositions du présent arrêté.

TITRE II : ATTRIBUTIONS

Article 2 : La Direction générale des Infrastructures de Communications Electroniques, conformément aux dispositions de l'article 34 du décret n° 2018-0777/PRES/PM/MDENP du 28 août 2018, est chargée de mettre en œuvre les politiques et d'élaborer les textes légaux et réglementaires relatifs au développement des infrastructures de communications électroniques et des services d'accès et d'utilisation de ces infrastructures au Burkina Faso.

A ce titre, elle est chargée :

- de contribuer à la définition de la politique du Département dans le domaine du développement des infrastructures de communications électroniques et de l'offre de services de communications électroniques en vue de garantir un accès de qualité, universel, durable, ubiquitaire et financièrement abordable ;
- d'élaborer et suivre la mise en œuvre des projets de développement des infrastructures de communications électroniques ;
- d'élaborer et suivre la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'accès et du service universel des communications électroniques, conformément à la réglementation ;
- de préparer, suivre et mettre en œuvre les accords, traités et conventions internationaux concernant le développement des télécommunications auxquels le Burkina Faso est partie prenante.

TITRE III : ORGANISATION

Article 3 : La Direction Générale des Infrastructures de Communications électroniques (DGICE) comprend :

- Les services de la Direction générale ;
- la Direction des Infrastructures (DI) ;
- la Direction des Relations Internationales et de la Coopération (DRIC) ;

- la Direction de la Réglementation des Communications Electroniques (DRCE).

CHAPITRE I : Les services de la Direction générale

SECTION 1 : Composition

Article 4 : La Direction générale comprend :

- le secrétariat ;
- le Service Administratif et Financier (SAF) ;
- la Cellule d'Appui Technique (CAT).

SECTION 2 : Attributions/missions des services de la Direction générale

Paragraphe 1 : Le secrétariat

Article 5 : Le secrétariat est chargé :

- d'accueillir, informer et orienter les clients/usagers ;
- d'organiser les audiences du Directeur général ;
- de réceptionner, traiter, classer, expédier et archiver le courrier ;
- d'assurer la collecte, le classement et la conservation des documents administratifs, juridiques, économiques, financiers et techniques utiles à la Direction générale;
- de centraliser les besoins en ouvrages, revues périodiques et autres documents nécessaires pour la bibliothèque ;
- d'alimenter la bibliothèque en ouvrages, revues périodiques et autres documents ;
- d'accomplir toute autre tâche connexe conformément aux textes en vigueur.

Paragraphe 2 : Le Service Administratif et Financier (SAF)

Article 6 : le Service Administratif et Financier (SAF), en relation avec la Direction des Ressources Humaines (DRH), la Direction de l'Administration des Finances (DAF), le Bureau Comptable Matières Principal (BCMP) et la Direction des Marchés Publics (DMP), est chargé :

- de suivre l'application au personnel de la Direction générale du régime juridique relatif aux emplois et aux agents de la fonction publique ;
- de planifier les besoins en ressources humaines de la Direction générale et de suivre les recrutements du personnel ;

- de tenir et mettre à jour l'effectif de la Direction générale ;
- de gérer la carrière des agents de la Direction générale ;
- d'organiser le renforcement des capacités du personnel de la Direction générale ;
- d'œuvrer à la cohésion sociale ;
- d'organiser la pratique du sport ;
- d'élaborer l'avant-projet du budget de la Direction générale ;
- d'exécuter le budget et gérer les ressources financières mises à la disposition de la Direction générale ;
- de gérer la caisse de menues dépenses ;
- de gérer les biens meubles et immeubles affectés à la Direction générale et de tenir la fiche détenteur ;
- d'assurer la sécurité du personnel et des biens de la Direction générale ;
- d'organiser les missions à l'intérieur et à l'extérieur ;
- d'élaborer et de conduire les programmes d'équipement, de réhabilitation et de construction en collaboration avec les structures impliquées ;
- d'exécuter toute autre tâche connexe confiée dans le cadre réglementaire.

Article 7 : le Service Administratif et Financier est placé sous l'autorité d'un Chef de service.

Paragraphe 3 : La Cellule d'Appui Technique (CAT)

Article 8 : La Cellule d'Appui Technique (CAT) est animée par des Chargés d'études désignés parmi les cadres, en raison de leurs compétences techniques pour étudier et traiter les dossiers à eux confiés par le Directeur général.

Article 9 : La Cellule d'Appui Technique (CAT) en relation avec la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS), l'Inspection Technique des Services (ITS), la Direction du Développement Institutionnel et de l'Innovation (DDII) et la Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM), est chargée :

- d'étudier et de faire la synthèse des dossiers qui lui sont confiés ;
- d'élaborer certains projets de correspondance ;
- d'organiser et suivre la mise en œuvre des règles et procédures au sein de la Direction générale ;
- de lutter contre la corruption au sein de la Direction générale ;

- d'organiser des audits organisationnels et fonctionnels au sein de la Direction générale et tout audit d'investigation confié par le Directeur général ;
- d'effectuer la planification et le suivi- évaluation des activités de la Direction générale ;
- de produire les rapports de performance de la Direction générale;
- d'assurer le contrôle interne au sein de la Direction générale ;
- d'élaborer et mettre en œuvre le plan de communication de la Direction générale ;
- de traiter toutes les questions de presse et d'information qui concernent la Direction générale ;
- de mettre en place une documentation et des statistiques de presse en lien avec la Direction générale ;
- d'élaborer un agenda périodique des activités de la Direction générale et le mettre à la disposition de la DCPM ;
- de suivre avec la DCPM l'exécution des actions de communication de la Direction générale ;
- de contribuer à l'animation du site web du Ministère ;
- d'organiser les activités liées au protocole au sein de la Direction générale ;
- d'assister le Directeur général dans le traitement de tout dossier à lui confié.

Article 10 : Le nombre de Chargés d'études est de cinq (5) au plus.

CHAPITRE II : La Direction des Infrastructures (DI)

SECTION 1 : Missions

Article 11 : La Direction des infrastructures est chargée d'élaborer et suivre la mise en œuvre des projets de développement des infrastructures de communications électroniques et de la stratégie de développement de l'accès et du service universel des communications électroniques, conformément à la réglementation ;

A ce titre, elle a pour missions :

- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des projets et programmes de développement des infrastructures de communications électroniques.
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'accès et du service universel des communications électroniques, conformément à la réglementation ;
- le suivi de la gestion des ressources rares en relation avec l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

- la diffusion des normes internationales en matière de télécommunications en relation, avec les services compétents de la DRIC.

SECTION 2 : Composition

Article 12 : La Direction des infrastructures comprend :

- le Service des Etudes et de l'Ingénierie (SEI) ;
- le Service des Projets et Programmes (SPP) ;
- le Service de Suivi de la Qualité (SSQ) ;

SECTION 3 : Missions des services de la Direction des Infrastructures

Paragraphe 1 : Le service des Etudes et de l'Ingénierie (SEI)

Article 13 : Le service des Etudes et de l'Ingénierie est chargé :

- d'élaborer les documents de référence en matière d'infrastructures de communications électroniques ;
- de suivre les études et de la réalisation des infrastructures de communications électroniques ;
- de suivre l'élaboration du plan national des fréquences en relation avec l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) ;
- d'élaborer des stratégies et schémas directeurs ou plans fondamentaux de développement des infrastructures de communications électroniques ;
- d'effectuer la veille technologique prospective en matière d'infrastructures large bande de communications électroniques ;
- d'assurer l'assistance technique à la mise en œuvre de projets de télécommunications.

Paragraphe 2 : Le service des Projets et Programmes (SPP)

Article 14 : Le service des Projets et Programmes est chargé :

- d'identifier et de participer à la formulation des projets et programmes de réalisation d'infrastructures de communications électroniques ;
- de suivre et d'évaluer la mise en œuvre de ces projets et programmes ;
- de produire les informations relatives aux projets et programmes (sur initiatives publique et privée) à l'intention des structures nationales de suivi des projets et programmes ;

- de participer aux instances nationales de gestion et de suivi des projets et programmes.

Paragraphe 3 : Le service de Suivi de la Qualité (SSQ)

Article 15 : Le service de Suivi de la Qualité est chargé :

- de diffuser et de suivre de la mise en œuvre des documents de référence en matière d'infrastructures de communications électroniques ;
- de suivre la mise en œuvre des normes pour garantir une qualité des infrastructures réalisées conformément aux standards internationaux ;
- de suivre la gestion des ressources rares (fréquences et numéro) avec l'ARCEP ;
- de l'animation de l'observatoire des infrastructures de communications large bande en relation avec l'ARCEP ;
- de suivre la mise en œuvre de l'accès et du service universel des communications électroniques ;
- de suivre la mise en œuvre des actions entrant dans le cadre de l'aménagement numérique.
- la diffusion des normes internationales en matière de télécommunications en relation, avec les services compétents de la DRIC.

CHAPITRE III : La Direction des Relations Internationales et de la Coopération (DRIC)

SECTION 1 : Missions

Article 16 : La Direction des Relations Internationales et de la Coopération est chargée de préparer, suivre et mettre en œuvre les accords, traités et conventions internationaux concernant le développement des télécommunications auxquels le Burkina Faso est partie prenante.

A ce titre, elle a pour missions :

- d'assurer la préparation, la mise en œuvre et le suivi des activités liées à la participation du Burkina Faso aux activités des institutions et organisations internationales spécialisées.
- d'assurer le suivi des relations entre le Burkina Faso et les autres pays dans leurs volets portant sur les télécommunications/TIC.

SECTION 2 : Composition

Article 17 : La Direction des relations internationales et de la coopération comprend les services suivants :

- le Service de la Coopération Bilatérale (SCB) ;
- le Service des Organisations Internationales (SOI).

SECTION 3 : Missions des services de la Direction des relations internationales et de la coopération

Paragraphe 1 : Le service de la Coopération Bilatérale (SCB)

Article 18 : Le service de la coopération bilatérale est chargé :

- de préparer la contribution de la Direction aux accords de coopération bilatérale ;
- de participer aux rencontres des instances de préparations et de suivis des accords de coopération bilatérale ;
- de la mise en œuvre du volet télécommunications/TIC des accords de coopération bilatérale ;
- de préparer et coordonner l'élaboration des contributions et des positions de notre pays aux travaux des Commissions mixtes de coopération en relation avec le Ministère en charge des Affaires Etrangères et de la Coopération ;
- d'élaborer le projet de budget de la coopération bilatérale ;
- de suivre la mise en œuvre des conclusions des travaux des rencontres internationales ;
- de préparer les conventions de protocoles d'accords de la bilatérale en relation avec la Direction de la réglementation des communications électroniques ;
- de suivre la mise en œuvre des engagements et décisions arrêtés de communs accords dans ce cadre ;
- de tenir à jours les statistiques et les données y relatives.
- Le service de la coopération bilatérale est, au sein de la Direction, le répondant pour la préparation, la mise en œuvre et le suivi des accords de coopération bilatérale.

Paragraphe 2 : Le service des Organisations Internationales

Article 19 : Le service des Organisations Internationales est chargé :

- de coordonner la participation du Ministère et des autres structures concernées aux activités des organisations internationales spécialisées ;

- de suivre le respect des obligations du Burkina Faso à l'égard des organisations internationales spécialisées notamment le paiement des contributions financières en relation avec l'ARCEP ;
- de coordonner l'élaboration des contributions et des positions de notre pays aux travaux des organisations internationales spécialisées ;
- d'élaborer le budget relatif à la participation de notre pays aux activités des organisations internationales spécialisées ;
- de suivre la mise en œuvre des conclusions des travaux des rencontres internationales ;
- de diffuser les statistiques et normes élaborées par les organisations internationales spécialisées en relation avec les acteurs du secteur des télécommunications ;
- de préparer les instruments de ratification des accords et traités internationaux en relation avec la Direction de la réglementation des communications électroniques.

CHAPITRE IV : La Direction de la Réglementation des Communications Electroniques (DRCE)

SECTION 1 : Missions

Article 20 : La Direction de la Réglementation des Communications Electroniques est chargée de contribuer à la définition de la politique du Département dans le domaine du développement des infrastructures de communications électroniques et de l'offre de services de communications électroniques en vue de garantir un accès de qualité, universel, durable, ubiquitaire et financièrement abordable ; A ce titre elle a pour mission :

- de définir les normes et préparer les projets de textes légaux et réglementaires visant la mise en œuvre de cette politique ;
- de suivre la préparation, la délivrance et la gestion des autorisations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux de communications électroniques, la fourniture de services téléphoniques au public et la fourniture de capacité ;
- de suivre la gestion des déclarations des services de communications électroniques ouverts au public.

SECTION 2 : Composition

Article 21 : La Direction de de la réglementation des communications électroniques comprend :

- le Service du Conseil Juridique (SCJ);
- le Service de la Réglementation (SR).

SECTION 3 : Missions des services de la Direction de la Réglementation des Communications Electroniques

Paragraphe 1 : Le Service du Conseil Juridique (SCJ);

Article 22 : Le service du Conseil Juridique est chargé :

- de formuler les avis juridiques sur les questions soumises à la Direction ;
- d'assister les autres services de la Direction sur les aspects juridiques de leurs activités ;
- de participer à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires.

Paragraphe 2 : Le Service de la Réglementation (SR)

Article 23 : Le service de la Réglementation est chargé :

- d'initier les avant-projets de textes législatifs et réglementaires du secteur des communications électroniques ;
- d'organiser et d'animer le processus de validation interne des projets de textes ;
- de participer au processus gouvernemental de validation des avant-projets de textes législatifs et des projets de textes réglementaires ;
- de suivre la finalisation après adoption des textes législatifs et réglementaires en relation avec les services compétents du Secrétariat général du gouvernement et du Conseil des ministres et servir d'interface avec cette structure ;
- d'assurer la conservation des textes législatifs et réglementaires applicable au secteur et de veiller à leur publication en ligne ;
- de suivre la délivrance des licences et autorisations générales en relation avec les services compétents de l'ARCEP ;
- de veiller à la conformité de la réglementation nationale des communications électroniques aux textes internationaux auxquels notre pays a souscrit ;

- d'initier la réception, dans la réglementation nationale, des textes internationaux relatifs aux télécommunications/TIC applicables à notre pays, en relation, avec les services compétents de la DRIC.

TITRE IV : FONCTIONNEMENT

Article 24 : La direction générale des infrastructures de communications électroniques exerce ses attributions sur la base d'un programme d'activités adopté en conseil d'administration de secteur ministériel.

Le suivi de la mise en œuvre est assuré par un conseil de direction et des cadres de concertation créés au sein de la Direction générale des infrastructures de communications électroniques.

Article 25 : Les aspects complémentaires de l'organisation et du fonctionnement de chaque service seront précisés par une note de service du Directeur général des infrastructures de communications électroniques.

TITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 26 : La Direction générale des infrastructures de communications électroniques est sous la responsabilité d'un Directeur général nommé en Conseil des ministres sur proposition du Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes.

Article 27 : Chaque Direction technique est placée sous la responsabilité d'un Directeur nommé en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes.

Article 28 : Chaque service de la Direction générale est placé sous la responsabilité d'un chef de service nommé par arrêté du Ministre sur proposition du Directeur général.

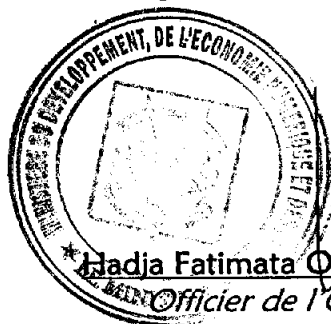
Article 29 : Les Chargés d'études ont rang de Chefs de service. Ils sont nommés par arrêté du Ministre, sur proposition du Directeur général.

Article 30 : Des régies de recettes ou de dépense peuvent être créées au sein de la Direction Générale des infrastructures de communications électroniques pour faciliter l'exécution d'opérations spécifiques.

Article 31 : Le présent arrêté abroge toutes dispositions antérieures notamment l'arrêté n°2014-026/MDENP/SG/DGICE du 29 décembre 2014.

Article 32 : Le Directeur général des infrastructures de communications électroniques, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 09 MAI 2019



Hadja Fatimata OUATTARA/SANON

Officier de l'Ordre National

Ampliations :

- Cabinet ;
- SG ;
- J.O ;
- Toutes structures du MDENP ;
- Archives.